

**95<sup>ème</sup> session du Conseil exécutif de l'OIAC**

**Débat général**

**Déclaration de la France prononcée par son Excellence M. Luis VASSY,**

**Ambassadeur de France au Royaume des Pays-Bas,**

**Représentant permanent de la France auprès de l'OIAC**

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur général,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

La France s'associe à la déclaration de l'Union européenne. Permettez-moi d'y ajouter les éléments suivants, à titre national.

Monsieur le Président,

L'acte criminel perpétré à l'encontre de M. Alexeï Navalny le 20 août dernier sur le territoire de la Fédération de Russie est profondément préoccupant et s'inscrit dans le contexte tout aussi préoccupant de la réémergence de l'emploi d'armes chimiques. Il y a 27 ans, nous tous ici, étions d'accord d'exclure complètement la possibilité de leur emploi, dans l'intérêt de l'humanité tout entière.

Il est impératif que toute la lumière soit faite sans délai et que les responsables de cet acte soient identifiés et traduits en justice.

Sur la base de ses propres analyses, la France partage les conclusions de plusieurs de ses partenaires européens sur les faits d'empoisonnement à l'aide d'un agent neurotoxique Novitchok. La France condamne dans les termes les plus forts l'utilisation choquante et irresponsable d'un tel agent. L'emploi d'armes chimiques, en tout lieu, à tout moment, par quiconque et en toutes circonstances est inacceptable et contrevient aux normes internationales contre l'utilisation de ces armes.

Comme l'a indiqué le Président de la République dans son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies : *« nous ne tolérerons pas que des armes chimiques soient employées en Europe, en Russie comme en Syrie. Au nom de la sécurité collective, je redis ici à la Russie la nécessité que toute la lumière soit faite sur la tentative d'assassinat contre un opposant politique à l'aide d'un agent neurotoxique, le Novitchok. Cette clarification doit être rapide et sans défaut »*.

Vous connaissez l'engagement de mon pays dans la lutte contre l'impunité pour l'emploi d'armes chimiques.

Monsieur le Président,

Le dossier chimique syrien à l'ordre du jour de ce Conseil, comme depuis ces dernières années, témoigne de la menace que fait peser la réémergence de l'emploi d'armes chimiques sur notre sécurité commune.

Nous ne pouvons pas laisser cette situation compromettre la pleine application de la Convention. Au contraire, nous devons rester unis, la défendre sans relâche et prévenir toute autre utilisation de ces armes. A cet égard, en adoptant la décision portée par ma délégation au nom de 40 Etats parties lors de sa 94<sup>ème</sup> session en juillet, le Conseil exécutif est intervenu dans le cadre de son mandat donné par la Conférence extraordinaire des Etats parties de juin 2018.

Cette décision appelle le régime syrien à se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai raisonnable, en fixant des paramètres clairs et vérifiables. Nous appelons la Syrie à coopérer avec le Secrétariat technique et à redresser la situation dans le délai raisonnable que nous avons fixé.

Comme établi dans la décision du Conseil, il relève de la compétence de la Conférence des Etats parties de s'assurer du respect de la Convention et de prendre les mesures nécessaires pour le garantir. Nous formulons le vœu que la Conférence, appelée à se réunir en novembre prochain, soit l'occasion d'un échange constructif et sincère entre Etats parties.

Monsieur le Président,

Nous ne le rappellerons jamais assez : l'OIAC est un pilier fondamental de notre sécurité collective. Au vu des évolutions inquiétantes auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés, il apparaît d'autant plus essentiel d'assurer à l'Organisation les moyens budgétaires nécessaires à la mise en œuvre de son mandat et notamment pour prévenir la réémergence de l'emploi des armes chimiques.

C'est pourquoi il est de notre devoir de soutenir les efforts de l'Organisation, en permettant à la Conférence d'examiner le programme et budget pour 2021, afin que l'OIAC soit à même de remplir les missions que nous lui avons confiées. La France soutient donc le Programme et Budget pour 2021, tel que présenté par le Directeur général le 3 juillet dernier.

Je demande que cette déclaration soit considérée comme un document officiel de cette session du Conseil exécutif et soit publiée sur les serveurs interne et externe de l'OIAC. Je vous remercie./.

## Courtesy translation in English

*Mr Chairman, Mr Director General,  
Distinguished Ambassadors and delegates,*

*France aligns itself to the declaration made on behalf of the European Union and would like to add a few points in its national capacity.*

*Mr Chairman,*

*The criminal act perpetrated against Mr. Alexei Navalny on August 20 on the territory of the Russian Federation is of grave concern and is an element of the worrisome context of the reemergence of use of chemical weapons. 27 years ago, we all here, agreed to exclude completely the possibility of use of those weapons, for the sake of humankind.*

*Light must be shed, without delay and those responsible must be identified and held accountable.*

*On the basis of its own analysis, France shares the conclusions reached by other European partners on the facts of poisoning using a nerve agent Novichok. France condemns in the strongest possible terms the shocking and irresponsible use of such a chemical agent. The use of chemical weapons anywhere, at any time, by anyone, under any circumstances is unacceptable and contravenes international norms on the prohibition of such weapons.*

*As stated by the President of the French Republic in his speech at the United Nations General Assembly : « we will not tolerate the use of chemical weapons in Europe, nor in Russia or in Syria. In the name of collective security, I repeat here to Russia that light must be shed on the assassination attempt on a political opponent with a nerve agent, the Novichok. This clarification must be swift and complete”.*

*You know that France is committed to fight impunity for the use of chemical weapons.*

*Mr Chairman,*

*The Syrian chemical file is on the agenda of this session of the Executive Council, as it has been the case in the past years, demonstrating the threat of the reemergence of use of chemical weapons on our collective security.*

*We cannot let this situation undermine the Convention. On the contrary, we should stand united, defend tirelessly and prevent any use of those weapons. In this regard, in adopting the decision tabled by my delegation on behalf of 40 States parties at the 94<sup>th</sup> session in July 2020, the Executive Council acted pursuant to its mandate, given by States Parties at the Special session of the Conference of States parties in June 2018.*

*This decision calls on Syria to redress the situation in a reasonable timeframe, setting clear and verifiable parameters. We urge Syria to cooperate with the Technical Secretariat and redress the situation in the reasonable timeframe that we set.*

*Pursuant to the Executive Council decision, it is to the Conference of the States parties to review compliance with the Convention and take the necessary measures to ensure compliance with the Convention. We hope that constructive and sincere exchanges will take place at the Conference of States parties.*

*Mr Chairman,*

*We would like to emphasize once more that the OPCW is a fundamental pillar of our collective security. Considering the worrisome evolutions we are facing today, it seems even more crucial to ensure the OPCW*

*with the budgetary means necessary to implement its mandate and in particular, preventing the reemergence of use of chemical weapons.*

*This is why we should support the efforts of the OPCW, in submitting the draft programme and budget for 2021 to the Conference for its consideration and adoption, in order to allow the OPCW to implement all the missions we entrusted it with. France therefore supports the draft Programme and Budget for 2021 as presented by the Director General on July 3<sup>rd</sup> 2020.*

*Mr Chairman,*

*I would like this statement to be considered as an official document of this session of the executive council and be published in the OPCW Extranet and public website. I thank you./.*